



† CONSEIL DES  
ÉCOLES CATHOLIQUES  
DE LANGUE FRANÇAISE  
DU CENTRE-EST

Le meilleur  
**conseil**  
qu'on puisse vous donner



*P. Droit  
édition Week-end  
27 et 28 sept.  
2008*

**POSTES À  
POURVOIR**

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec plus de 18 000 élèves fréquentant ses 38 écoles élémentaires, 9 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECLFCE est LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU CANADIEN D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

**Notre MISSION**

« Outiller l'élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie. »

**CONCIERGE**

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE SAINTE-GENEVIÈVE

Dossier 34/08-09

1 poste régulier à 50 % du temps, 12 mois  
(18,75 heures/semaine)

**PRÉPOSÉE OU PRÉPOSÉ AUX SOINS**

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE DE LA DÉCOUVERTE

Dossier 35/08-09

1 poste régulier à 50 % du temps, 10 mois  
(30 heures/semaine)

**SECRÉTAIRE - BUREAU DE LA SURINTENDANCE**

BUREAU DE LA SURINTENDANCE

Dossier 36/08-09

1 poste régulier à 100 % du temps, 12 mois  
(35 heures/semaine)

Direction des  
ressources humaines  
4000, rue Labelle,  
Ottawa (Ontario)  
K1J 1A1  
Téléphone :  
613-744-2555 ou  
sans frais  
1-888-230-5131  
Télec. : 613-746-3165  
Courriel :  
drh@ceclf.edu.on.ca

Pour obtenir tous les détails relatifs aux postes susmentionnés, veuillez consulter le site Internet du CECLFCE au [www.ecolecatholique.ca](http://www.ecolecatholique.ca) à la rubrique «Emplois». Il est également possible d'obtenir une copie des offres d'emploi à la réception du Centre éducatif du CECLFCE, situé au 4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario), entre 8 h et 17 h.

Le député conservateur Peter Shurman juge le drapeau franco-ontarien inutile et nuisible

# Madeleine Meilleur exige des excuses

CATHERINE LAMONTAGNE

clamontagne@ledroit.com

La ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario, Madeleine Meilleur, exige des excuses du député conservateur Peter Shurman pour ses récents propos sur le drapeau franco-ontarien qu'il juge inutile et nuisible.

«Les propos tenus par M. Shurman sont une insulte aux Franco-Ontariens qui se sont battus pendant longtemps pour faire reconnaître leur droit et j'exige des excuses officielles, en chambre, de Peter Shurman et de son chef de parti, John Tory», a indiqué Madeleine Meilleur hier.

À l'occasion du 33<sup>e</sup> anniversaire de l'emblème de la francophonie ontarienne, Peter Shurman s'en est pris au drapeau vert et blanc, jeudi, en affirmant que celui-ci créait une division «et une sorte de barrière entre les deux peuples fondateurs». Le député de Thornhill a également déclaré que selon lui, le drapeau franco-ontarien n'avait pas raison d'être puisque l'Ontario possède déjà le sien.

«Il est évident que les Conservateurs de John Tory ne respectent pas l'histoire franco-ontarienne [...] Je ne crois pas que le drapeau franco-ontarien crée une division et je considère qu'il fait partie de notre culture, sou-

ligne la ministre Meilleur. Nous respectons le drapeau des autres comme celui des Acadiens, par exemple. L'attitude de M. Shurman correspond bien à l'expression chasser le naturel et il revient au galop. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit du même parti qui a tenté de faire fermer l'hôpital Montfort. On voit les réelles

idées de ce parti».

La députée d'Ottawa-Vanier espère recevoir des excuses de Peter Shurman et John Tory dans les prochains jours et souhaite ne plus entendre de propos comme ceux véhiculés par le député conservateur.

«Je croyais qu'il (le Parti progressiste-conservateur) s'était

amélioré en ce qui concerne les droits des francophones mais je vois que non. Je ne croyais pas entendre ce genre de commentaire en 2008», déplore Madeleine Meilleur.

## Tory réagit

En fin de journée hier, le chef du Parti progressiste-conserva-

teur a tenté de calmer le jeu, affirmant que les commentaires de Peter Shurman étaient personnels et ne reflétaient pas la pensée de son parti.

John Tory a déclaré appuyer sans réserve le drapeau franco-ontarien sans toutefois s'excuser pour les propos de son député.

## ÉLECTION

Le candidat libéral d'Ottawa-Orléans dévoile sa plate-forme

## Godbout ne ménage pas Galipeau

LOUIS LAFORTUNE

llafortune@ledroit.com

Le candidat libéral dans Ottawa-Orléans, Marc Godbout, n'a pas ménagé son adversaire conservateur Royal Galipeau, hier, à l'occasion du dévoilement de sa plate-forme électorale.

M. Godbout, qui tente de reprendre le siège qu'il a perdu aux mains de M. Galipeau en 2006, affirme que le «manque de leadership» du député conservateur a coûté cher à Ottawa-Orléans. «C'est un peu comme si nous avions eu une chaise vide à la Chambre des communes depuis deux ans et demi.»

Selon Marc Godbout, Orléans a perdu 1000 emplois fédéraux avec le déménagement prévu du siège social de la Gendarmerie royale du Canada, vers l'ouest d'Ottawa, en 2010. Royal Galipeau a dit son coup dans ce dossier, a-t-il affirmé. «Il a perdu le siège social de la GRC aux mains des députés conservateurs John Baird et Pierre Poilievre et ça affectera 1000 familles.»

Marc Godbout a également rapplé les paroles de son adversaire, qui a déjà indiqué qu'il n'était pas là pour attirer des emplois fédéraux dans l'Est et que si c'est ce que les gens veulent, ils n'ont qu'à voter libéral. «C'est à peu près le seul point majeur où je suis d'accord avec lui», affirme M. Godbout.

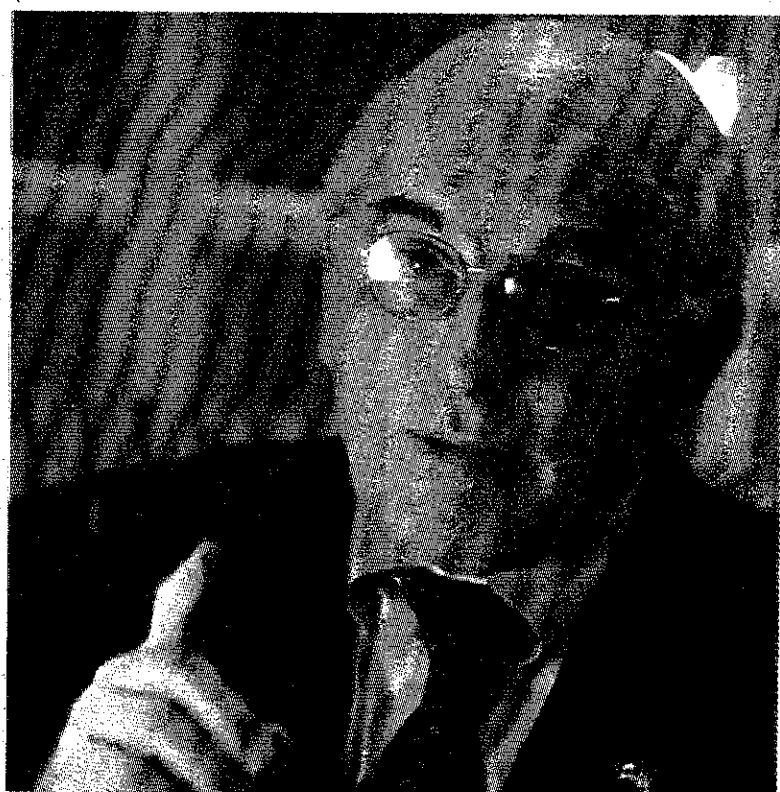
*LeDroit* a tenté d'obtenir la réaction de M. Galipeau, mais il n'avait pas donné suite à nos appels au moment d'écrire ces lignes.

## Emplois fédéraux

Pour élaborer sa plate-forme électorale, Marc Godbout dit avoir consulté une centaine de personnes. Il promet de se battre pour qu'Orléans obtienne sa part d'emplois fédéraux.

Il voudrait notamment que le futur siège social de la Défense nationale, qui doit déménager du centre-ville d'Ottawa, s'établisse à Orléans, où plusieurs membres des forces et fonctionnaires du ministère habitent.

Au niveau du transport, M. Godbout veut que le futur train léger se rende plus loin vers l'Est, au chemin Trim et



«C'est un peu comme si nous avions eu une chaise vide à la Chambre des communes depuis deux ans et demi», affirme le libéral Marc Godbout (photo de gauche) en parlant de son adversaire, le député sortant conservateur Royal Galipeau (photo de droite).

non pas seulement jusqu'au chemin Blair. En éducation, il veut obtenir le financement du fédéral pour le Centre des métiers de La Cité collégiale.

En matière d'environnement, il a rappelé les nombreux déversements d'eaux usées près de la

plage de l'île Petrie. Le ministre de l'Environnement et député d'Ottawa-Ouest-Nepean, John Baird, a bien beau promettre des fonds pour nettoyer la rivière des Outaouais, dit Marc Godbout, mais M. Baird n'a aucune crédibilité. «Il a fait cette annonce en

panique juste avant les élections.»

Marc Godbout s'oppose par ailleurs à un pont vers Gatineau dans le corridor de l'île Petrie, une option qui a déjà été écartée par les consultants de la Commission de la capitale nationale.

«On a déjà assez des eaux usées. On n'a pas besoin d'un pont en plus de ça.»

Est-il en faveur du pont de l'île Kettle? Il répond que selon les critères des consultants le corridor Kettle est la meilleure option.

ARCHIVES, LeDroit



cyberpresse.ca

Publié le 29 septembre 2008 à 07h29 | Mis à jour à 07h31

## Les jeunes anglos réclament de meilleurs cours de français



Archives AP



**Martin Croteau**  
La Presse

Les jeunes anglophones du Québec veulent de meilleurs cours de français. C'est l'une des conclusions d'une conférence organisée, durant le week-end, pour contrer la saignée qui menace des dizaines de petites communautés en région.

On recense près d'un million d'anglophones au Québec, dont 80% habitent la grande région de Montréal. Or, à l'extérieur de la métropole, la population a connu une baisse dramatique au fil des ans. La ville de Québec, par exemple, était habitée à 52% d'anglophones dans les années 1850. Il n'y en a plus que 2% aujourd'hui.

«Il y a environ 200 000 anglophones dispersés dans les autres régions du Québec, et ces communautés font face à un défi énorme à cause de l'exode des jeunes», explique Robert Donnelly, président de Quebec Community Groups Network (QCGN), organisme qui regroupe une trentaine de groupes communautaires de langue anglaise.

Des adolescents et de jeunes adultes quittent par dizaines la Gaspésie, la Côte-Nord ou l'Estrie pour étudier à Montréal, et ne reviennent jamais, explique M. Donnelly. D'autres vont carrément s'installer dans d'autres provinces parce qu'ils sont incapables de décrocher un emploi ici.

Espérant trouver une solution au problème, le QCGN a consulté 300 jeunes anglophones. Dans son rapport présenté en fin de semaine, le groupe révèle que plusieurs peinent à décrocher un emploi ou à être admis dans les cégeps et les universités francophones. Leur niveau de français est insuffisant.

«Plusieurs jeunes estiment qu'il leur est impossible d'apprendre à parler couramment le français, que cette option n'est pas encouragée à l'école ni dans leur communauté», peut-on lire dans le document.

«Il y a beaucoup de cours de français de base et il y a beaucoup de cours de français avancé, explique Brent Platt, un des organisateurs de la conférence du week-end. C'est le juste milieu qui nous manque. C'est facile d'avoir le minimum, mais ce n'est pas suffisant.»

Le QCGN se donne trois mois pour accoucher de solutions à l'exode des jeunes.

«Les jeunes veulent rester dans la province, affirme Brent Platt. Mais il leur manque des ressources.»

---

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

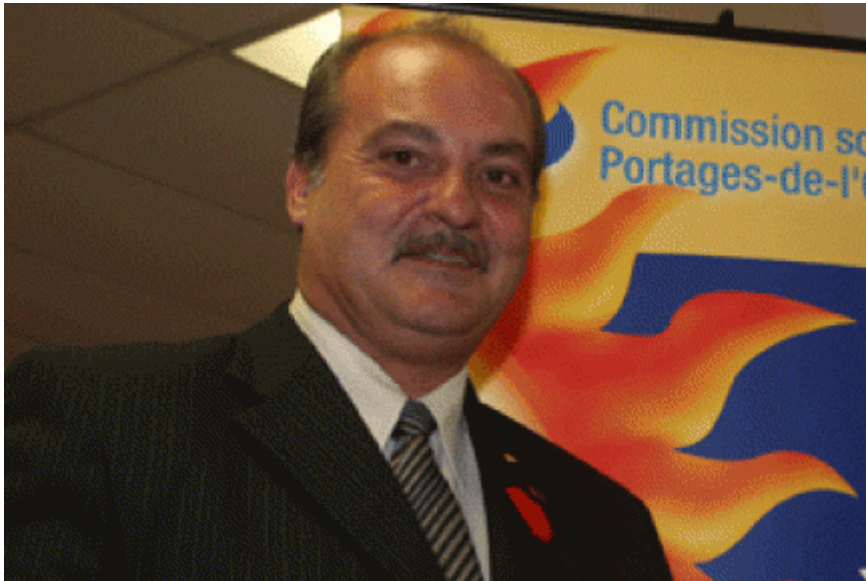


**cyberpresse.ca**

Publié le 27 septembre 2008 à 10h00 | Mis à jour le 27 septembre 2008 à 10h00

Construction d'une nouvelle école à Aylmer

## La CSPO dénonce l'opposition de résidants



Le président de la CSPO, Jocelyn Blondin  
Archives, LeDroit

### Charles Thériault

Le Droit

La Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO) lance un cri d'alarme pour éviter que des citoyens bloquent la construction d'une nouvelle école primaire dans le secteur Aylmer.

Le président de la commission scolaire, Jocelyn Blondin, a déclaré vendredi que le projet est en danger.

«L'école devait ouvrir ses portes en septembre 2009 mais la difficulté de trouver le terrain a retardé le tout à 2010 et voilà que le projet est menacé. Des citoyens s'opposent au changement de zonage nécessaire pour la construction de l'école. Si les opposants l'emportent, tout sera à recommencer et il faudra trouver un

autre terrain. Nous, on n'a jamais vu ça des citoyens s'opposer à la construction d'une école», a fait valoir M. Blondin.

Le registre des opposants au changement de zonage sera ouvert le 30 septembre prochain.

La nouvelle école primaire qui doit être construite sur le boulevard du Plateau, près du chemin Vanier, doit accueillir 500 élèves. Sa construction est rendue nécessaire par l'expansion du secteur Aylmer.

Le conseiller du quartier, Alain Riel, fait des pieds et des mains pour convaincre les résidants du secteur de rester chez eux le 30 septembre afin que les opposants ne recueillent pas le nombre nécessaire de signatures pour bloquer le projet.

«J'ai écrit aux gens du quartier afin de les informer de la situation et leur faire comprendre qu'ils vont empêcher la construction d'une école primaire dont le quartier a grandement besoin, s'ils vont signer le registre. J'ai bon espoir de les convaincre de ne pas signer ce registre. Présentement, l'école de Deschênes (trois édifices) déborde de

partout. Ça n'a pas de bon sens.»

«Lorsque le gouvernement octroie la construction d'une école, il ne donne pas de terrain et demande aux villes d'en fournir un. Gatineau ne donne pas de terrains, mais la ville a effectué un échange de terrains avec le promoteur Brigil mais le terrain que nous avons obtenu est en zone résidentielle alors il faut changer le zonage.»

Selon M. Francis Descôteaux, un résident du secteur, les gens ont eu peu de temps pour réagir face à l'avis de changement de zonage et ils ont préféré forcer la tenue d'un registre.

«Moi je fais pression sur la ville pour qu'elle publicise mieux ses changements de zonage. Quand j'ai vu celui-là, je voulais surtout que les gens soient bien informés et c'est pourquoi je les ai avertis du changement proposé. M. Riel a ensuite appelé les gens du quartier pour leur dire qu'il s'agit d'une école et il a très bien fait, mais je ne sais pas ce que vont faire les résidants. Je laisse les gens prendre leur décision», a déclaré M. Descôteaux.

---

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.





**cyberpresse.ca**

Publié le 29 septembre 2008 à 08h14 | Mis à jour à 08h16

## Mes amis ont le droit, eux!



Dre Nadia Gagnier, psychologue  
Photo fournie par Canal Vie

### Dre Nadia Gagnier, collaboration spéciale

Le Soleil

Laurence, 12 ans, vient de commencer le secondaire. Elle se fait de nouvelles amies avec qui elle passe la plupart de ses temps libres.

Laurence commence à remarquer que les parents de ses amies n'imposent pas nécessairement les mêmes exigences et les mêmes limites que ses parents. Aussi, Laurence utilise souvent cet argument lorsque ses parents refusent de lui accorder une permission : «Vous êtes poches, mes amis ont le droit, eux!» Lorsqu'elle leur lance cette phrase, ses parents restent bouche bée et ne savent plus comment réagir. Ils se demandent s'ils devraient réviser leurs limites, ou s'ils ne devraient

pas plutôt dire à Laurence que cet argument ne tient pas la route et qu'elle devra respecter leur cadre. Même si nous voulons projeter une image de confiance en nos compétences parentales devant nos enfants, cet argument - mes amis ont le droit, eux - vient souvent semer un doute dans notre esprit... «Et si nous étions trop sévères, et si les autres parents avaient raison?» À la préadolescence ou au début de l'adolescence, il est normal que les enfants commencent à remarquer les différences entre les attentes et les limites des parents des autres et celles de leurs propres parents. Parfois, ça leur sert de prétexte pour critiquer les limites et argumenter, afin d'obtenir plus de privilèges ou de liberté.

Mais comment réagir lorsque notre ado se met à nous comparer aux parents de ses amis? D'abord et avant tout, il faut éviter une autorité écrasante, par exemple en disant : «Je me fous des autres parents, c'est moi qui décide des limites que tu dois respecter.» Il est préférable de désarmer votre ado en lui disant que vous réalisez qu'il commence à remarquer les différences entre les fonctionnements de différentes familles. Il est également important de valider son émotion en lui disant qu'il est normal qu'il sente que la situation est injuste. En voyant que vous êtes à son écoute, il se calmera et cessera de se braquer contre vous.

Pour l'aider à comprendre votre position, demandez-lui de vous parler d'une situation où il aurait vu un de ses amis ou un camarade de classe faire un comportement que lui ne ferait jamais (par exemple, envoyer promener son professeur). Faites ensuite le parallèle avec votre situation : il y a des décisions que certains parents prennent, que vous, vous ne prendriez jamais. Puis, expliquez vos motivations qui se cachent derrière les limites



que vous lui imposez (ex. : sécurité de l'enfant, évitement des risques que vous anticipez).

Même si vous ne pouvez satisfaire la demande de privilèges ou de liberté de votre enfant, tentez de reconnaître le besoin qui se cache derrière sa demande et tentez de trouver une autre façon de satisfaire totalement ou au moins partiellement ce besoin. Tentez d'être logique, rationnel, de montrer que vous êtes à l'écoute et que vous tenterez un compromis (une situation gagnant-gagnant).

Enfin, dites à votre enfant que vous êtes content d'avoir eu cette discussion avec lui et que cela vous permet de mieux comprendre ses besoins. Faites-lui comprendre que les changements qu'il vit vous demandent une adaptation à vous aussi. Avisez-le que lorsqu'il vous fera la demande d'une nouvelle permission, vous pourriez avoir besoin d'un certain temps pour réfléchir ou discuter entre parents avant de donner votre verdict.

Si, malgré votre écoute, votre bonne foi et votre désir de tenter un compromis, vous ne pouvez satisfaire la demande de votre enfant parce qu'elle est complètement irraisonnable, assumez votre décision malgré sa frustration. Dites-vous que votre rôle de parent, c'est aussi d'être parfois rabat-joie ou fatigant... pourvu que ce soit pour le bien de votre enfant et non dans le but de gagner une guerre de pouvoir!

---

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.